

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI 2024 - 2027

**RAPPORT D'INFORMATION DU CONSEIL D'ETAT AU GRAND CONSEIL
CONFÉRENCE DE PRESSE, CHÂTEAU, 07.02.2024**



Sommaire

1. Ancrage politique
2. Enjeux économiques et sociétaux
3. Orientations stratégiques
 1. Intégration professionnelle
 2. Conditions de travail
 3. Stratégie transversale face au vieillissement démographique
4. Bilan et résultats
5. Conclusion

Ancrage politique



Le programme de législature renforce la politique cantonale de l'emploi sous l'angle de la durabilité et de la cohésion sociale.

La politique cantonale de l'emploi vise l'équilibre entre

- **L'efficacité économique:** en répondant aux besoins en compétences des employeurs-euses;
- **La solidarité:** en développant l'employabilité des demandeurs-euses d'emploi et en veillant à limiter les conditions de travail précaires;
- **La responsabilité écologique:** en favorisant le développement des compétences nécessaires pour répondre aux besoins de la transition énergétique.

Enjeux économiques et sociétaux

Nouvelles technologies et digitalisation

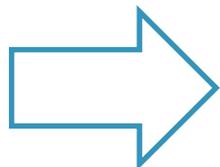
Une empreinte forte sur l'emploi et les conditions de travail, avec notamment le développement de nouveaux modèles économiques.

Changement climatique et transition énergétique

Garantir une main d'œuvre compétente pour répondre aux enjeux environnementaux.

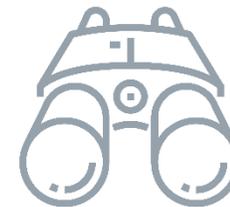
Vieillesse démographique

Remplacer les «baby-boomers» et répondre à l'augmentation des besoins liés à cette évolution.



nécessité d'une action concertée face à ces enjeux globaux et transversaux

Orientations stratégiques



1. **Intégration professionnelle**

2. Conditions de travail

3. Stratégie transversale face au vieillissement démographique

Poursuite de la stratégie déployée depuis 2016 pour proposer un service public de l'emploi axé sur les besoins des demandeurs-euses d'emploi et les partenariats avec les employeurs-euses.

Pour minimiser les risques provoqués par les mutations économiques et sociétales, ainsi que les pénuries de compétences actuelles et à venir, le canton de Neuchâtel prévoit également de renforcer le soutien à la reconversion professionnelle des demandeurs-euses d'emploi, en particulier dans les domaines liés à la transition énergétique ou dans le secteur de la santé.

Orientations stratégiques

1. Intégration professionnelle

2. Conditions de travail

3. Stratégie transversale face au vieillissement démographique

Contribuer activement à l'équilibre des relations et des conditions de travail dans les modèles économiques actuels et futurs, par le contrôle de l'application des dispositions légales et la prévention.

Orientations stratégiques

1. Intégration professionnelle

2. Conditions de travail

3. Stratégie transversale face au vieillissement démographique

À la fois défi et d'opportunité, impliquant d'aller au-delà d'une relation individuelle demandeur-euse d'emploi / employeur-euse et de croiser différentes politiques publiques en mobilisant les acteurs concernés.

Le Conseil d'État créera une « Plateforme pour l'emploi », un dispositif transversal qui aura la mission de décrypter et analyser les mutations sociétales et leurs impacts sur le marché de l'emploi.

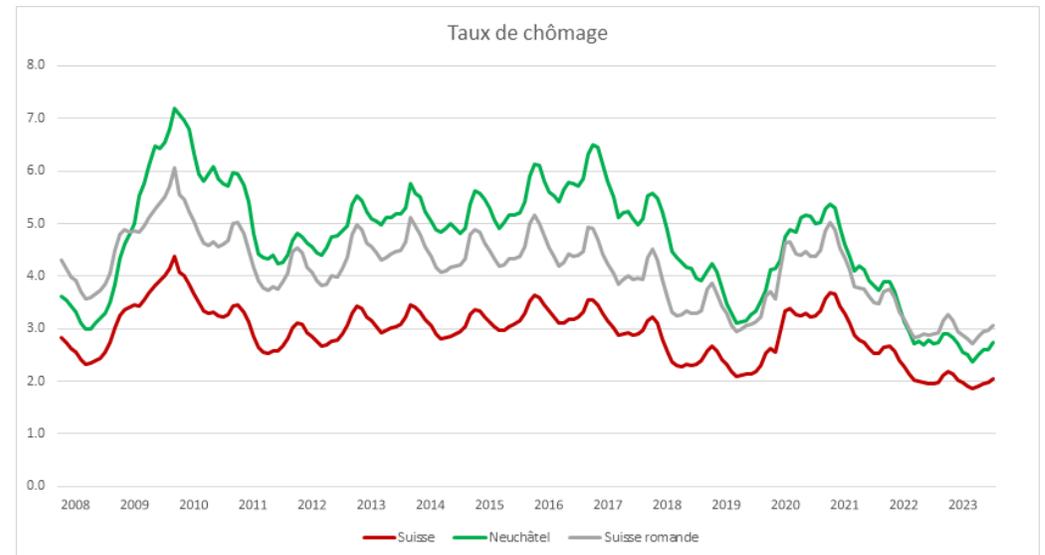
Bilan et résultats 1/4

Intégration professionnelle



Un taux de chômage historiquement bas, dû à deux facteurs principaux;

1. Une situation conjoncturelle favorable
2. Le déploiement de la stratégie IP
 - Formations adaptées
 - Soutien des personnes aux profils à risques
 - Employeurs actifs et engagés



Source : SECO, Plasta/Lamda

Bilan et résultats 2/4

Intégration professionnelle

19'828



inscriptions à l'ORP de janv. 2021 à oct. 2023

22'898



dossiers annulés de janv. 2021 à oct. 2023

13'693



dossiers annulés pour un retour à l'emploi

5'842



des 13'693 personnes ayant retrouvé un travail avaient un profil "à risque"

Bilan et résultats 3/4

Lutte contre les abus

Un «modèle neuchâtelois» efficace et adapté; la transversalité du modèle permet une meilleure détection des comportements abusifs

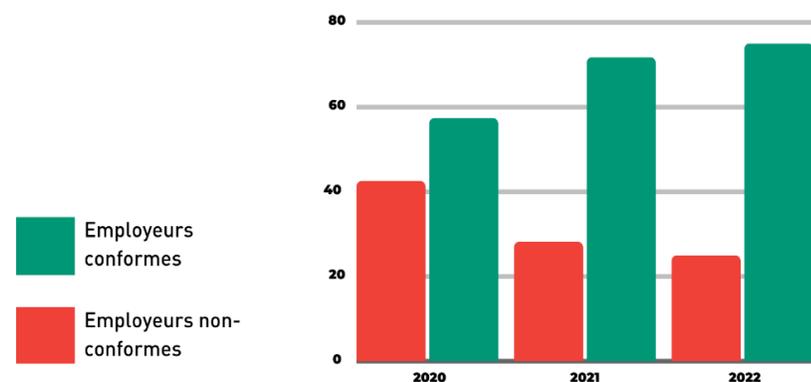
- Garantie des conditions de concurrence équitables entre les employeurs,
- Assure une protection des travailleurs-euses,
- Limite les pertes des recettes fiscales

→ Participe à la cohésion sociale et permet de réduire les coûts pour la collectivité publique

Bilan et résultats 4/4

Lutte contre les abus

Résultats des contrôles LTN en %



Des mesures de prévention et de lutte contre le travail au noir efficaces

Des salaires globalement respectés, un salaire minimum appliqué sans difficulté et suscitant peu de réactions

285



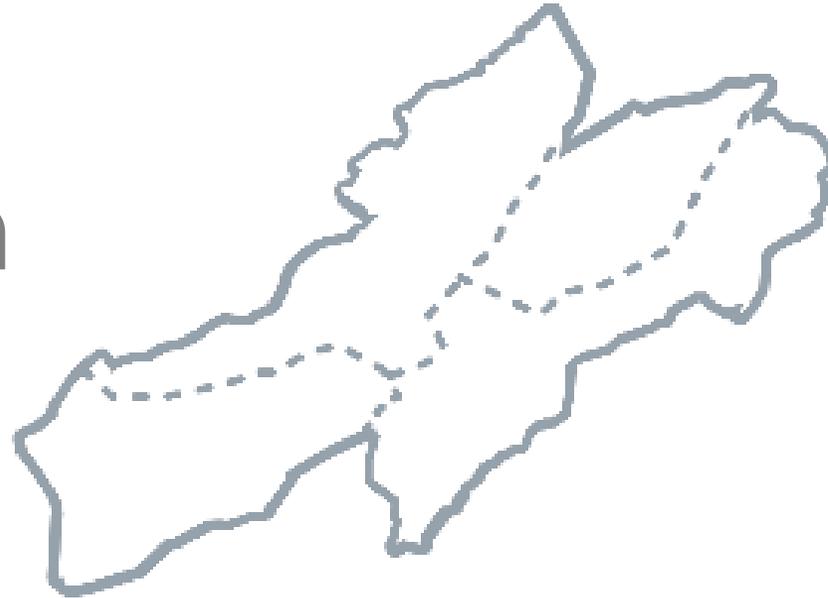
entreprises contrôlées sous l'angle salarial en 2022

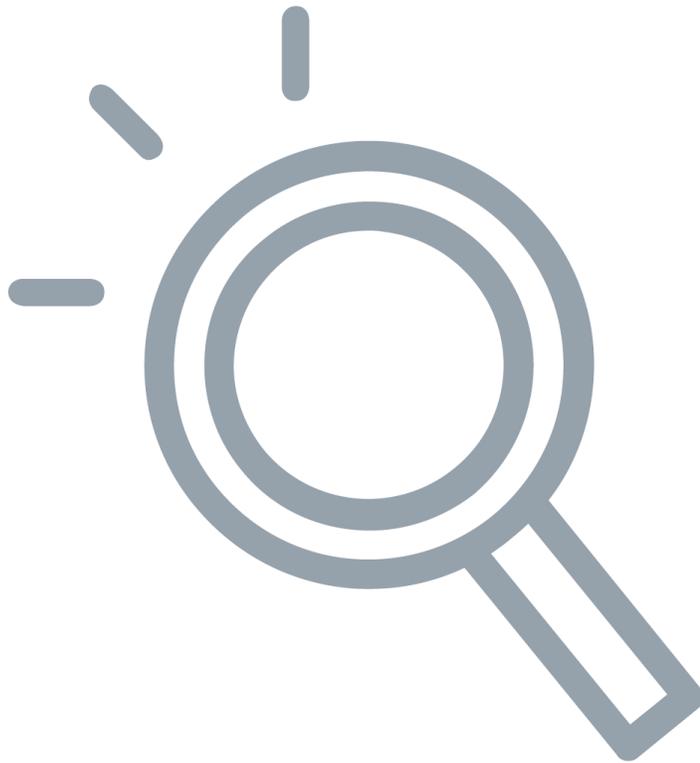
33



cas non-conformes menant à des procédures de conciliation

Conclusion





Avez-vous des questions?